Questions orales

LES MINORITÉS VISIBLES

L'INTERNEMENT DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE—LA QUESTION DE L'INDEMNISATION

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Cela fait presque trois ans que celui-ci a promis que son gouvernement chercherait au plus tôt une solution honorable au problème de la compensation due aux Canadiens d'origine japonaise. Toutefois, bien que trois ministres conservateurs chargés du Multiculturalisme se soient successivement penchés sur la question, non seulement celle-ci n'a pas été réglée, mais on n'a même pas prévu un processus officiel de négociation devant mener à un accord. Il en résulte une exaspération croissante au sein de la collectivité nippo-canadiennne et dans tout le pays.

Par conséquent, quand le gouvernement va-t-il entamer vraiment et officiellement des pourparlers avec la NAJC, non pas de petits entretiens ici ou là, mais une véritable série de discussions approfondies, de sorte qu'une solution juste et honorable puisse voir le jour au cours de la présente législature?

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, comme le député a participé à la séance du comité permanent où j'ai expliqué la chose, le député n'ignore pas, j'en suis persuadé, que j'ai entamé il y a trois ou quatre semaines un processus de discussion et de consultation avec les membres de la collectivité nippo-canadienne, tant individuellement que collectivement, afin de m'assurer que nous adoptions la bonne attitude. Après cela, j'ai écrit au président de la National Association of Japanese Canadians pour lui exposer une proposition du gouvernement. L'Association a reçu la proposition et est à l'examiner avec la collectivité. Nous avons prévu tenir une réunion dans les dix prochains jours.

LA PROPOSITION DU GOUVERNEMENT

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je remercie le ministre pour sa réponse. Le ministre peut-il éclairer la Chambre et lui dire si cette proposition prévoit un accord possible avec le gouvernement ou si elle concerne le processus qui va s'enclencher au cours des prochains mois en vue d'en arriver à une solution? Le ministre peut-il dire à la Chambre si, depuis qu'il s'occupe du portefeuille du multiculturalisme, le Cabinet s'est penché sur la question d'une compensation possible? Cette proposition est-elle le fait du Cabinet ou du ministre chargé du Multiculturalisme?

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, la lettre que j'ai envoyée au nom du gouvernement contient des éléments de règlement ou d'accord, de même que des éléments concernant le processus. J'ajoute en passant que la collectivité et moi avons convenu de ne pas divulguer la teneur de nos entretiens afin de permettre à la collectivité de mener ses propres discussions. Je ne veux donc pas aller plus loin et en dire plus pour le moment.

Après la réunion qui est déjà prévue, je pourrai probablement en dire davantage publiquement.

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE RENCONTRE LES DIRIGEANTS AGRICOLES DE L'OUEST

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre concernant sa visite dans l'Ouest prévue cette semaine. Etant donné que l'agriculure de l'Ouest traverse une crise dont le premier ministre est parfaitement au courant, une situation provoquée par le très faible cours des produits agricoles et par un très fort taux d'endettement, a-t-il organisé ou organisera-t-il une rencontre avec les dirigeants agricoles de cette région afin d'examiner les plans du gouvernement pour juguler cette crise lorsqu'il se rendra dans l'Ouest cette semaine?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai eu l'honneur de passer passablement de temps l'an dernier avec les dirigeants agricoles de l'Ouest. Sans fausse modestie, je suis sans doute le premier ministre qui a rencontré le plus souvent les représentants des milieux agricoles. Je le rappelle avec plaisir parce qu'on sort toujours de ces rencontres avec une connaissance plus approfondie des problèmes.

Ce voyage dans l'Ouest ne différera pas des autres. Je rencontrerai de nouveau ces personnes. Nous collaborerons étroitement pour trouver des solutions aux graves problèmes agricoles que connaît l'Ouest du Canada.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE D'ORGANISER UNE RENCONTRE OFFICIELLE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, compte tenu des engagements qu'il a pris au cours du débat d'urgence, le premier ministre nous donnera-t-il l'assurance qu'il rencontrera officiellement, au cours du prochain weekend, les dirigeants agricoles de l'Ouest pour prendre connaissance de leurs avis et de leurs conseils sur la façon de régler leurs problèmes? Je parle d'une véritable rencontre officielle.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai rencontré des représentant de tous les secteurs agricoles de l'Ouest à titre officiel et officieux. Je continuerai de le faire.

Le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé examine actuellement le problème de la betterave à sucre dans l'Ouest. Nous nous occupons également de la question des transports afin d'aider les agriculteurs de cette région. J'ai hâte de rencontrer de nouveau les agriculteurs de l'Ouest pour arrêter . . .